

Total: acteur légitime du nucléaire

JEAN-JACQUES MOSCONI. *Biodiesel plutôt qu'éthanol. Véhicule hybride plutôt que tout-électrique. Implication dans le nucléaire... Total décrit sa vision de l'avenir énergétique.*

Suite de l'interview qu'a accordée à L'Agefi Jean-Jacques Mosconi, Directeur Stratégie et Intelligence économique chez Total, lors de l'Alberta Economic Forum de Genève. Il explique comment Total compte relever les défis énergétiques qui l'attendent.

Un des principaux défis auxquels sont confrontés les majors est lié au nationalisme des ressources fossiles, qui conduit à la montée en puissance des compagnies pétrolières nationales (NOC). Comment ce problème est-il abordé par Total?

Les rapports entre compagnies pétrolières internationales (IOC) et compagnies nationales (NOC) ont évolué. Les NOC détiennent 80% des réserves mais les IOC apportent le savoir-faire technologique. Ainsi, en Russie, Gazprom a choisi de faire appel à Total sur le projet Shtokman. Il s'agit de concevoir une plate-forme offshore en mer de Barents, dans un environnement difficile à 900 km au nord du cercle polaire, dans une zone où dérivent des icebergs. Le gaz issu de ce champ alimentera un pipeline et une usine de gaz naturel liquéfié (GNL) située à 500 km, sur le site de Teriberka.

Les majors sont-elles sélectionnées sur leur seule technologie?

Non, l'apport technologique se double d'un volet social, important pour l'acceptation dans le

pays dans lequel le groupe s'implante. En Angola par exemple, Total participe également à des actions en faveur des populations, comme la construction d'écoles par exemple.

Au Qatar, qui partage avec l'Iran les plus grandes réserves gazières de la planète, Total est présent dans le projet Dolphin, qui alimente en gaz naturel les Émirats. Le groupe est également associé historiquement à la société Qatar Gas I pour la production de GNL et actionnaire majeur du projet de 2^{ème} train de Qatargas II. Parallèlement, Total fait partie des premières entreprises à rejoindre le Qatar Science and Technology Park (QSTP), mis en place par la Qatar Foundation, et s'implique dans ce centre tant dans des programmes de recherche liés aux nouvelles technologies que dans l'éducation.

Le credit crunch constitue-t-il un handicap pour Total?

Ce sont surtout les compagnies de taille moyenne qui souffrent de la crise du crédit. Total, par son bilan, est capable de financer ses investissements et le paiement des dividendes à ses actionnaires, dans un environnement à 40 dollars/baril, avec un léger accroissement du gearing. Par ailleurs, nous bénéficions de conditions favorables lorsque nous nous endettons auprès des banques.

D'autres majors, comme Shell notamment, ont choisi de se recentrer, au moins temporaire-ment sur les biocarburants. Qu'en pensez-vous?

Total est un acteur important des biocarburants, compte tenu de la dimension de ses activités commerciales en Europe. Mais le groupe est sensible au caractère acceptable des différentes familles de biocarburants, d'un point de vue économique et environnemental.

Aujourd'hui, le seul éthanol dit de «première génération» (tiré de ressources alimentaires) dont le bilan CO2 complet est très favorable par rapport à la filière fossile est l'éthanol brésilien, à base de canne à sucre. Et il est viable économiquement à un prix du baril de 50 dollars.

Mais du fait du profil très européen des activités raffinage-marketing du groupe et de la typologie du marché européen, exédentaire en essence et déficitaire en diesel, Total cherche plutôt à développer la filière biodiesel, à base majoritairement d'estérification du colza pour le moment.

Et les biocarburants de deuxième génération, basés sur des ressources non alimentaires?

Ils constituent clairement l'avenir. Pour l'éthanol, il s'agit de la voie biochimique (hydrolyse enzymatique de la cellulose, c'est-à-dire de la plante entière), mais il ne faut pas oublier qu'il s'agit de molécules très complexes et que nous en sommes au stade de la R&D. Par ailleurs, le groupe participe à un projet pilote de gazé-

ification de biomasse, qui permet de produire un diesel très pur, mais la problématique du CO2 demeure.

Quelle est la position de Total sur la séquestration du carbone?

Total travaille sur un projet pilote à Lacq, dans les Pyrénées, qui devrait démarrer à la rentrée. En association avec Air Liquide, une chaudière de l'usine de Lacq a été modifiée pour obtenir une combustion à l'oxygène pur, ce qui permet de capter le CO2 présent dans les fumées. Ce dernier est envoyé à 25 km de là par pipeline, pour être réinjecté dans un ancien gisement de gaz naturel. Nous franchissons actuellement les étapes administratives pour valider cette expérience, que nous espérons utiliser au Canada notamment. D'ailleurs, nous finançons des programmes de recherche sur la séquestration du carbone dans des universités canadiennes, sachant que là-bas, la capture se fera probablement dans des aquifères salins.

On dit que l'administration Obama songe à un système de «cap & trade» similaire à ce qui existe en Europe. Un avantage pour les pétroliers du Vieux-Continent?

On en saura davantage quand le Congrès aura définitivement pris position sur les propositions en cours qui portent en effet sur la mise en place d'un système de «cap & trade» de type européen, marché sur lequel Total est déjà actif.

Dans un futur plus lointain, Total

pourrait-elle s'impliquer dans la production d'électricité, dans les infrastructures de transport de l'énergie?

Dans nos scénarii énergétiques, le nucléaire joue un rôle important dans la production d'électricité au niveau mondial, en particulier à partir de 2030. Certains pays que nous connaissons bien au plan pétrolier, comme Abu Dhabi, envisagent le recours au nucléaire pour satisfaire leur besoin croissant en électricité. Total apparaît comme un candidat légitime quand il s'agit de participer à la construction de réacteurs à Abu Dhabi, compte tenu de son expérience des grands projets, en s'appuyant sur le savoir-faire opérationnel de l'électricien GDF-Suez et de la société leader en technologie nucléaire qu'est Areva. En France, la participation avec GDF-Suez à la construction de l'EPR de Penly soutient cette démarche.

Et sur la voiture électrique?

Au regard des nombreux défis technologiques qui restent à relever, et même en tenant compte des progrès récents dans les batteries lithium-ion, le véhicule tout électrique aura du mal à se développer avant de nombreuses années, sauf pour des applications de niche, telles les flottes captives en ville. Mais le véhicule hybride, qui combine un moteur électrique avec un moteur thermique, a certainement un rôle plus important à jouer – aux États-Unis en particulier – assurant souplesse d'utilisation et limitation des émissions de CO2

INTERVIEW:

SÉBASTIEN RUCHE

Menace de hausse des taux longs

Le scénario inflationniste gagne du terrain. Le bâtiment américain stagne alors que la flottille mondiale a remis les moteurs en route.

ROY DAMARY*

Lorsque la récession a frappé, d'aucuns, dont nous-mêmes, qui avaient espéré une dissociation entre l'économie globale et les États-Unis, se sont heurtés à un certain scepticisme. Cette hésitation est désormais résolue car si Outre-Atlantique, la «reprise» ne se concrétisera que par un PIB dont la baisse se sera stabilisée, en Asie, en Amérique Latine et en Afrique du Sud des signes concrets de croissance se matérialisent comme en témoigne la réouverture de hauts fourneaux à divers endroits du globe. Ce même sentiment pointe dans l'horizon européen.

Nous restons sceptiques quant à savoir si les bénéfices réalisés par Goldman Sachs ou JP Morgan, et à n'en pas douter, par d'autres grandes banques, sont l'amorce d'une reprise américaine. Nous relevions il y a quelques mois déjà, que lorsque les gouvernements mettent des fonds aussi bon marché à la disposition des banques, leur rentabilité s'en trouvait évidemment améliorée. De surcroît, si ces bénéfices devaient servir au paiement de bonus démesurés plutôt qu'aux prêts à l'industrie, ils risquent fort de provoquer l'indignation de la classe politique

et un resserrement des réglementations. La distinction semble désormais solidement établie entre la capacité des banques à générer des bénéfices et le bon fonctionnement économique. Les premières semblent peu dépendantes de la seconde, quand bien même il est généralement admis que si leur rentabilité est certes insuffisante, elle impacte malgré tout le cycle en cours.

Alors qu'Obama et Geithner poussent la Fed à étendre ses activités de contrôle, l'opposition à cette idée ne cesse de monter et pour cause: à force de vouloir soulager le moindre signe de ralentissement par des baisses de taux, elle élude l'ajustement économique naturel et bascule d'une bulle à une autre. (Rappelez-vous notre métaphore du patient traité pour une grippe et qui succombe finalement à une pneumonie.)

Dans la polémique qui oppose l'inflation à la déflation, nous gagnons sur la première et anticipons une hausse des rendements longs en 2010, ce que contestent d'ailleurs les récents mouvements du marché. La hausse s'est arrêtée voire même convertie en baisse et bien malin qui peut détecter le moindre signe d'inflation. S'il n'était question ici que du cas américain, nous nous rangerions

à cet avis. Un potentiel industriel sous-exploité, une augmentation de l'épargne des ménages et une hausse des impôts sont autant de signes de stagnation et peut-être de déflation. Cela dit, gardons à l'esprit qu'il est tentant pour ses autorités d'éponger par l'inflation l'importance de son endettement. Lorsque notre regard porte sur le reste du monde, le scénario inflationniste gagne cependant en crédibilité. L'émergence d'une classe moyenne asiatique, l'Europe de l'Est qui s'extrait de son marasme et l'expansion de l'activité industrielle jusqu'en Europe même, entraînera une hausse des prix des matières premières et de la demande dans son sillage. Voilà qui devrait valider nos vues à terme.

Si le marché obligataire s'attend à un arrêt, ou tout du moins à une pause dans la pentification de la courbe, les stratégies en cours qui préconisaient des échéances défensives peuvent être reconsidérées. Toutefois, nous ne sommes pas prêts à le recommander formellement car la hausse des taux longs reste une réelle menace, ne serait-ce que parce que les gouvernements doivent à tout prix financer leurs déficits. Nous ne pouvons que nous contenter du rôle d'observateur pour l'instant, en nous

concentrant sur les signes qui pourraient la faire évoluer dans un sens comme dans l'autre. Ce qui émerge cependant, c'est le «sur place» du bâtiment américain alors que la flottille mondiale a remis les moteurs en route.

Bien que ses dernières prévisions reflètent probablement ce point de vue (voir Focus), le FMI ne peut admettre que les États-Unis puissent se trouver à la traîne, tant Geithner semble convaincu qu'ils

sortiront de la récession en même temps que le reste du monde et qui plus est, avant longtemps.

* Bridport Investor Services

LE FMI NE PEUT ADMETTRE QUE LES ÉTATS-UNIS PUISSENT SE TROUVER À LA TRAÎNE.

TABLEAU DES ÉCHÉANCES RECOMMANDÉES

| MONNAIE | USD | GBP | EUR | CHF |
|-----------------|------|------|------|------|
| Dès le 21.01.09 | 2013 | 2013 | 2013 | 2013 |
| Dès le 21.11.08 | 2015 | 2010 | 2015 | 2015 |

Source: Bridport

FOCUS

(+) **ZONE EURO:** la production industrielle a progressé de 0,5% en juin — 1ère fois depuis août 2008.

(+) **GB:** inflation en-dessous de 2% pour la première fois depuis septembre 2007.

(+) **ÉMISSIONS OBLIGATAIRES:** en 2009, quelques USD 385 milliards, toutes devises confondues, ont été levés par des entreprises européennes non-financières, contre 165 milliards en 2008. Nombreuses nouvelles émissions en AUD et NZD.

(-) **ITALIE:** dette publique record en mai à EUR 1,752 milliards.

(-) **GRÈCE:** le taux de chômage poursuit sa hausse à 9,4% en avril.

(+) **BRÉSIL:** le gouvernement attend une croissance de 2,5% à 3,5% en 2010.

(?) **GOLDMAN SACHS:** bénéfice net de USD 2,7 milliards (+ 33%) grâce à son propre négoce, qui a fait un bond de 93% par rapport à l'année précédente.

(+) **FMI:** révisé ses prévisions de croissance mondiale de +0,6% à 2,5% malgré une stabilisation inégale et une reprise probablement timide.

British Airways gonfle ses liquidités

La compagnie aérienne irlandaise Aer Lingus a recruté vendredi au poste de directeur général Christoph Mueller, ancien patron des activités d'aviation du voyageur TUI Travel, s'attirant aussitôt une nouvelle réaction au vitriol de son actionnaire et rivale Ryanair. M. Mueller prendra ses fonctions le 1er octobre, a précisé Aer Lingus dans un communiqué. En attendant, le président Colm Barrington continuera à assurer la direction générale. Le nouveau patron, âgé de 47 ans, avait dirigé jusqu'à très récemment la branche d'aviation de TUI Travel Plc, et avait à ce titre la responsabilité d'une flotte de plus de 160 appareils court et long-courrier desservant des destinations dans toute l'Europe. Auparavant il avait occupé d'autres postes à responsabilité dans l'industrie aérienne, notamment au sein de Daimler Benz Aerospace, de la compagnie allemande Lufthansa, de la Sabena, ainsi qu'au sein de DHL et de la poste allemande Deutsche Post. Il remplace Dermot Mannion, qui avait donné sa démission début avril après quatre ans passés à commander l'entreprise. M. Mannion avait rendu son tablier alors que le groupe était englué dans de lourdes difficultés, dans le sillage de la crise économique, et après s'être livré à une longue guerre de tranchées avec la compagnie à bas coûts Ryanair, premier actionnaire d'Aer Lingus devant l'Etat irlandais. Ryanair, qui avait proposé à deux reprises et sans aucun succès de racheter le reste du capital d'Aer Lingus, estime désormais que sa participation ne vaut plus rien et son patron, Michael O'Leary, a même prophétisé à plusieurs reprises la disparition prochaine de l'ex-entreprise publique. ■

Friends impose ses conditions à Resolution

L'assureur britannique Friends Provident, qui avait repoussé lundi une proposition de rachat émanant de la société d'investissement Resolution Limited, lui a proposé vendredi en retour un contre-projet de rapprochement à ses propres conditions. Friends Provident avait affirmé lundi que l'offre de Resolution, qui consistait en un échange d'actions de Friends Provident contre des titres Resolution, était défavorable à ses actionnaires et soulevait de nombreux problèmes de gouvernance. L'assureur reprochait en particulier à la société d'investissement une structure de direction peu transparente et des pratiques loin d'être exemplaires. Mais dans un communiqué publié vendredi, Friend Provident a reconnu que «comme Resolution, une consolidation du secteur de l'assurance vie britannique aurait des avantages, et Friends Provident et Resolution ont une opportunité sérieuse de mettre en commun leurs talents et leurs capacités, et de mener cette consolidation». Friends Provident ajoute cependant qu'«un rapprochement des deux entreprises ne peut se faire que sur des bases équitables pour leurs actionnaires respectifs. ■